

Quel développement
face à la crise capitaliste
ou faut-il y renoncer ?

Jean-Marie Harribey

2016

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://alternatives-economiques/blogs/harribey.fr>

JEAN-MARIE HARRIBEY

LA RICHESSE LA VALEUR ET L'INESTIMABLE

FONDEMENTS D'UNE CRITIQUE
SOCIO-ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE



L.L.L.
LES LIENS QUI LIBÈRENT

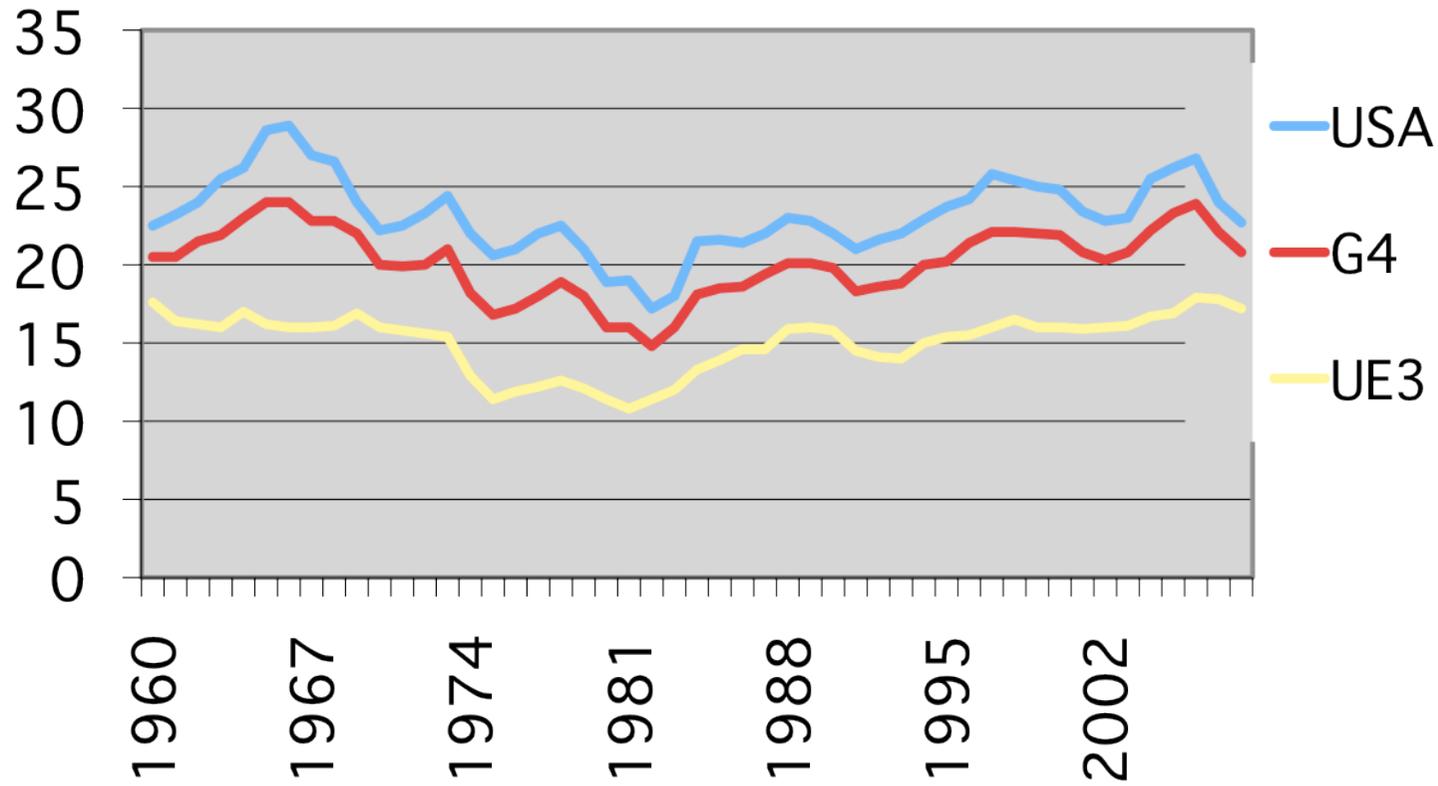
Introduction : crise systémique

- Hypothèse : crise de suraccumulation de capital par rapport aux possibilités de créer de la vraie valeur et crise de reproduction butant sur les limites de la planète
- Elle a touché en premier lieu le cœur du capitalisme, les États-Unis et tous les pays de la Triade, et elle s'est étendue à l'ensemble du système.
- Le modèle d'accumulation financière est insoutenable, tant en termes de partage des richesses que de prolifération de techniques spéculatives qui touchent maintenant au vivant lui-même.
- Elle est multidimensionnelle, du financier à l'économique, du social à l'écologique.
- Elle est potentiellement une crise intellectuelle car l'idéologie néolibérale est délégitimée, même si le pouvoir est toujours dans les mêmes mains : le marché, la concurrence, le libre-échange, le laisser-faire et l'appât du gain ne conduisent pas au bien-être général.
- Elle est géopolitique car les rapports de force dans le monde ont évolué et ne ressemblent plus du tout à ceux de l'après-guerre ; les institutions mises en place à ce moment-là sont de ce fait inadaptées.

1. Nature de la crise

Le taux de profit 1960-2008 (%)

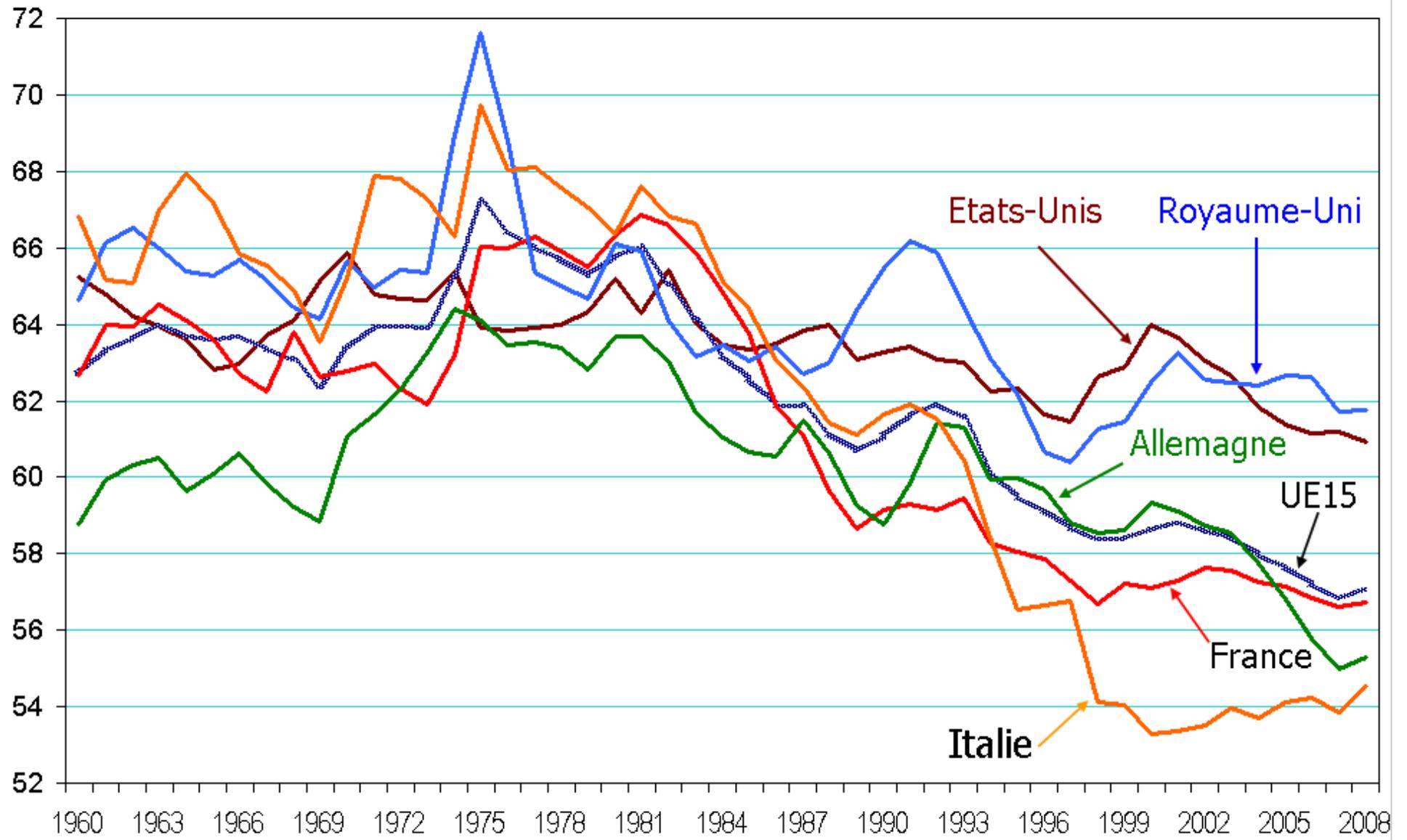
USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)



Le taux de profit

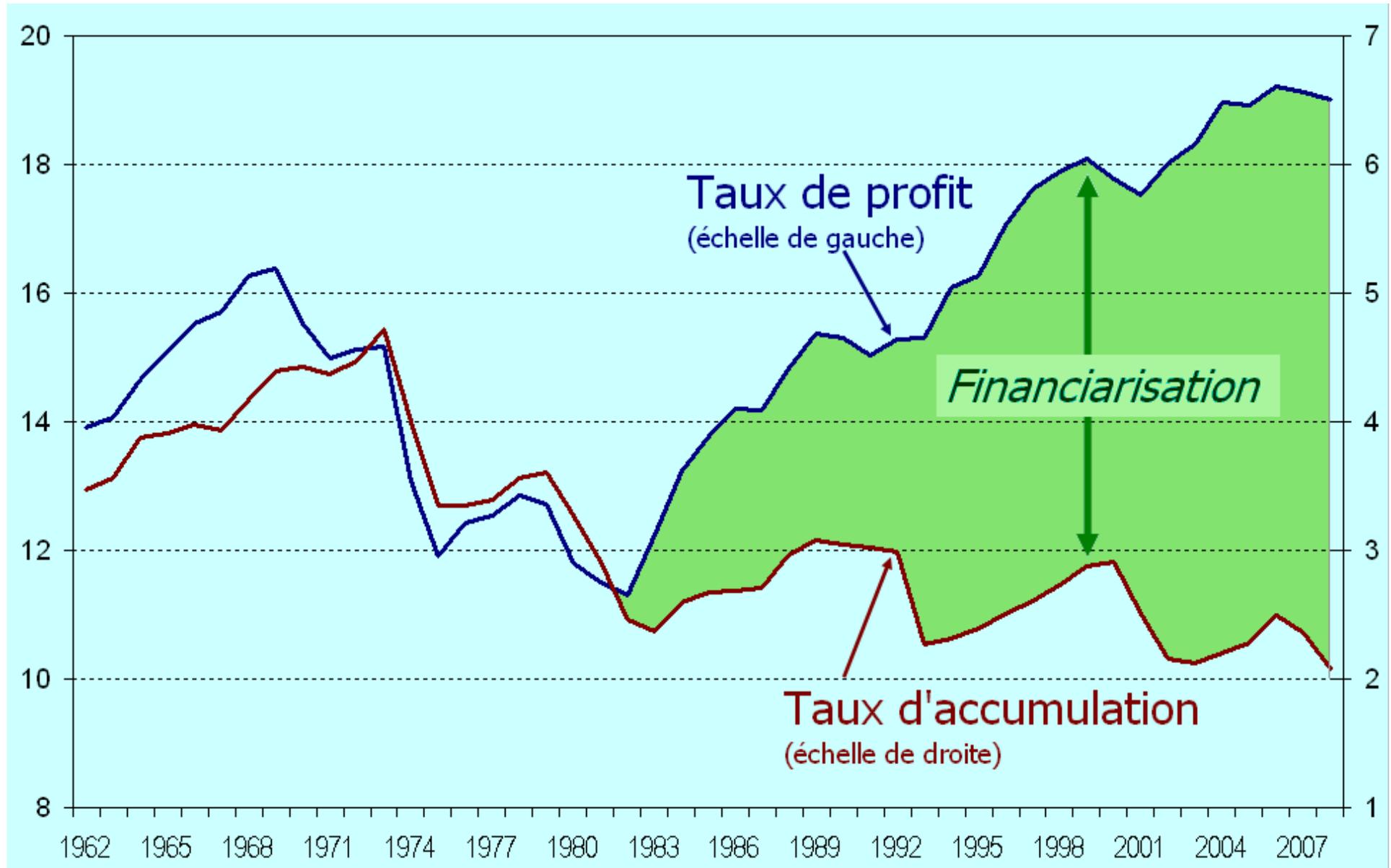
- Taux de profit $(P/K) = P/C+V = (P/V) / (1+C/V) =$
taux de plus-value / $1 +$ comp. organique du capital
ou bien = **part des profits dans la valeur ajoutée (P/Y)**
x **efficacité du capital (Y/K)**
- **1^{er} élément** : variable de répartition, augmente si les profits croissent plus vite que la productivité du travail
- **2^e élément** : concerne l'efficacité des machines et l'accès aux ressources ainsi que leur qualité (quid du progrès technique et de l'épuisement des ressources ?)

Évolution de la part salariale de 1960 à 2008 (FMI)

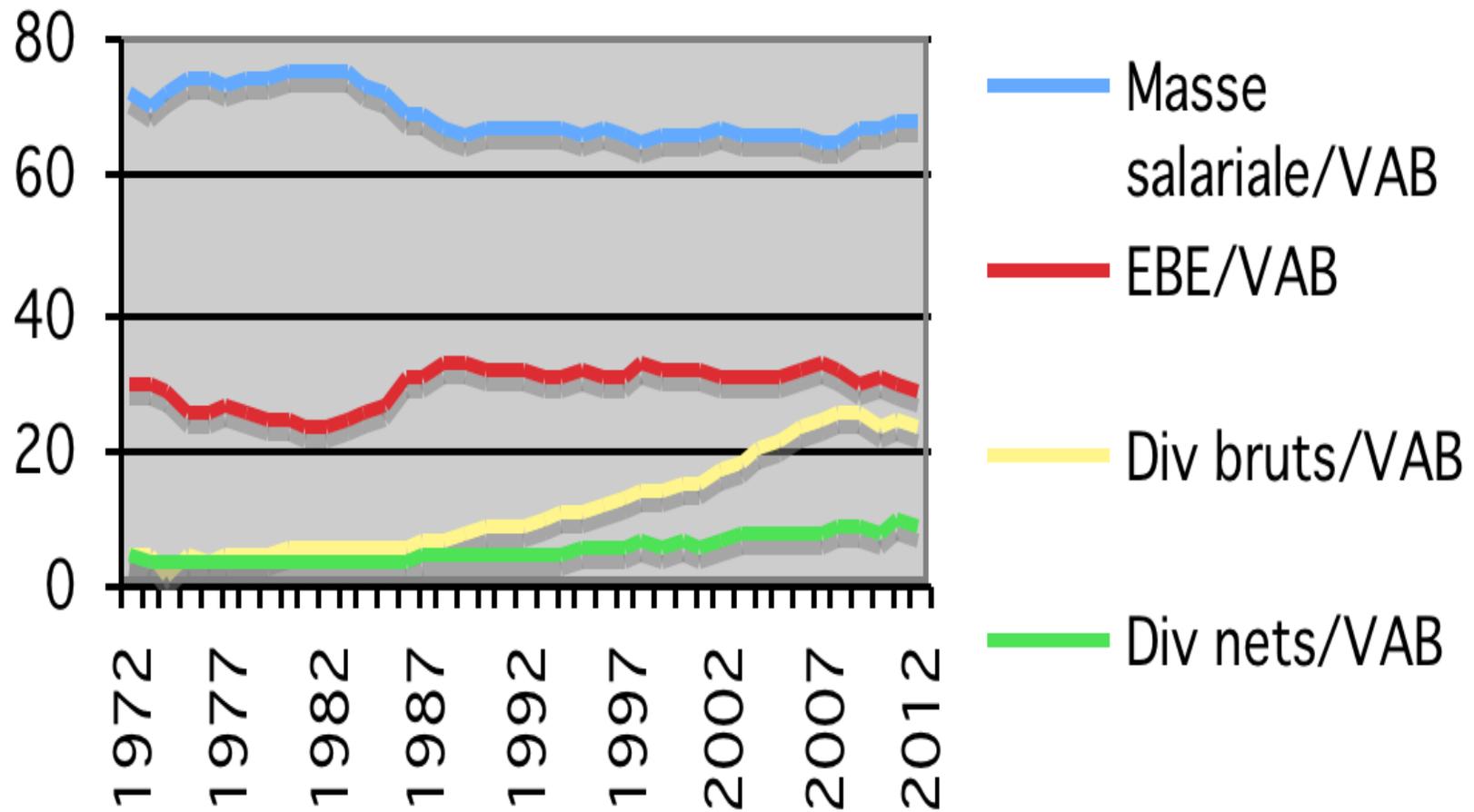


Profit et accumulation : USA + UE + Japon

Source : M. Husson



Répartition de la VAB des SNF (source : INSEE)



Réerves de matières premières et ressources

- **Au rythme de consommation actuel :**
- Charbon : deux siècles
- Gaz naturel : 60 ans ?
- Pétrole : 40 ans ?
- Uranium : 50 ans

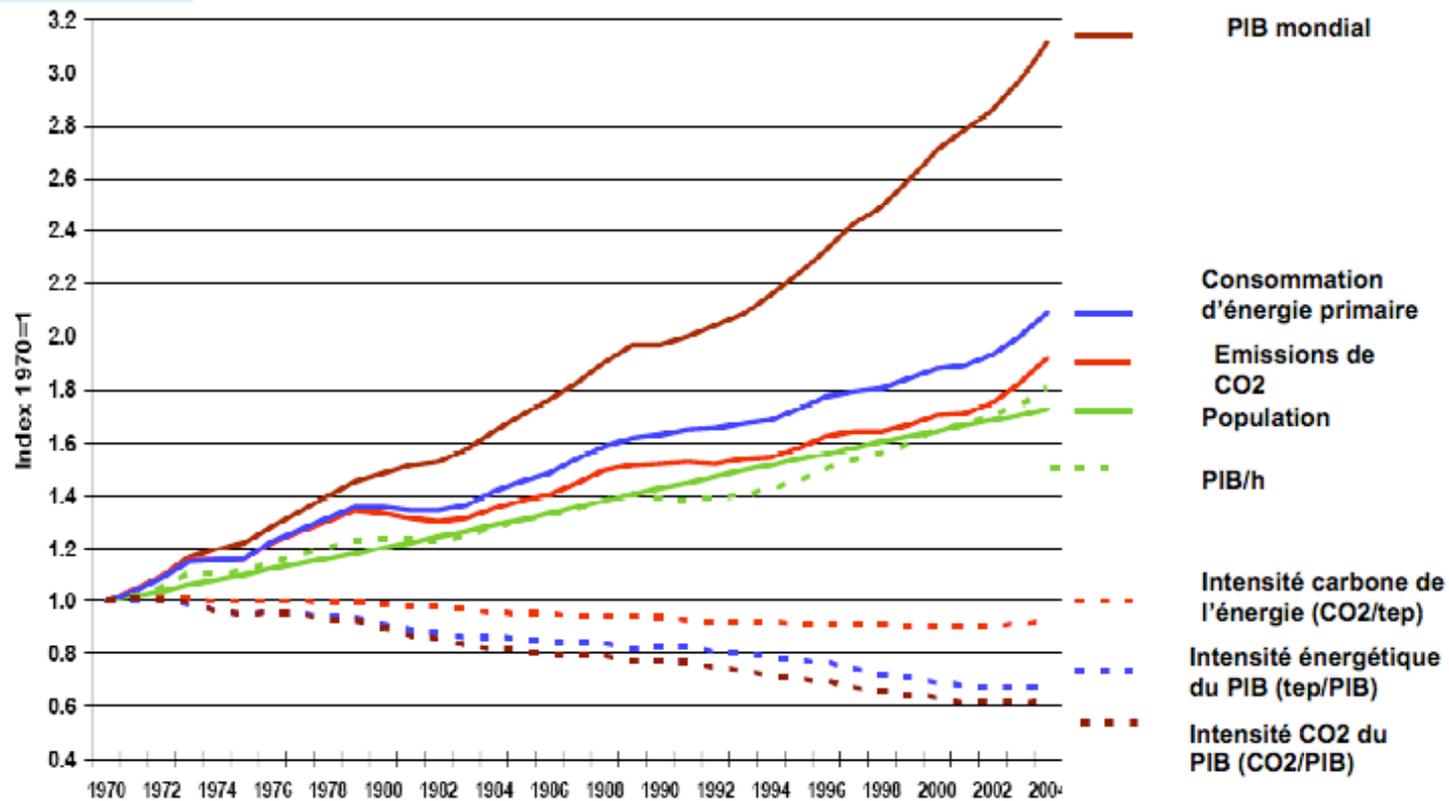
- Eau : la quantité d'eau disponible par habitant va diminuer en moyenne d'un tiers dans les 20 prochaines années et de moitié dans les 40 prochaines années, alors que, d'ores et déjà, 2,4 milliards de personnes ne sont pas raccordées à un réseau d'eau potable et d'assainissement

Empreinte écologique

- Surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines (agriculture, constructions, infrastructures, déversoirs pour déchets, etc.) ; rapportée à la surface de la Terre susceptible de recevoir ces activités, l'empreinte écologique indique si le seuil d'acceptabilité de la Terre est atteint ou non
- 1, 2, 3, 4, 5, ... Terres ?
- Intensité énergétique : en légère baisse mais compensée par l'accroissement absolu de la production
- Economie de services ? Pas de services sans base matérielle

L'intensité du PIB en CO2

« L'intensité CO2 » du PIB mondial a diminué depuis 1970, mais moins vite que la progression du PIB. Les émissions globales, les seules qui comptent pour la durabilité, ont presque doublé ! Plus grave : depuis 2000, l'intensité CO2 du PIB ne diminue plus (centrales à charbon, etc.) et les émissions progressent de 3,5 % par an.



Le contexte climatique : rapport du GIEC 2013-2014

- Le risque de réchauffement du climat est de + 5° C à la fin XXI^e siècle
- La responsabilité des émissions de méthane augmente fortement : elles représentent 30 % du total des émissions de gaz à effet de serre (le CO₂ en représente 56 %).
- Cela est dû à la production de gaz de schistes.
- Le GIEC n'exclut pas la geoingenierie

2. Perspectives de la croissance ?



PAR ICI LA SORTIE

cette crise qui n'en finit pas

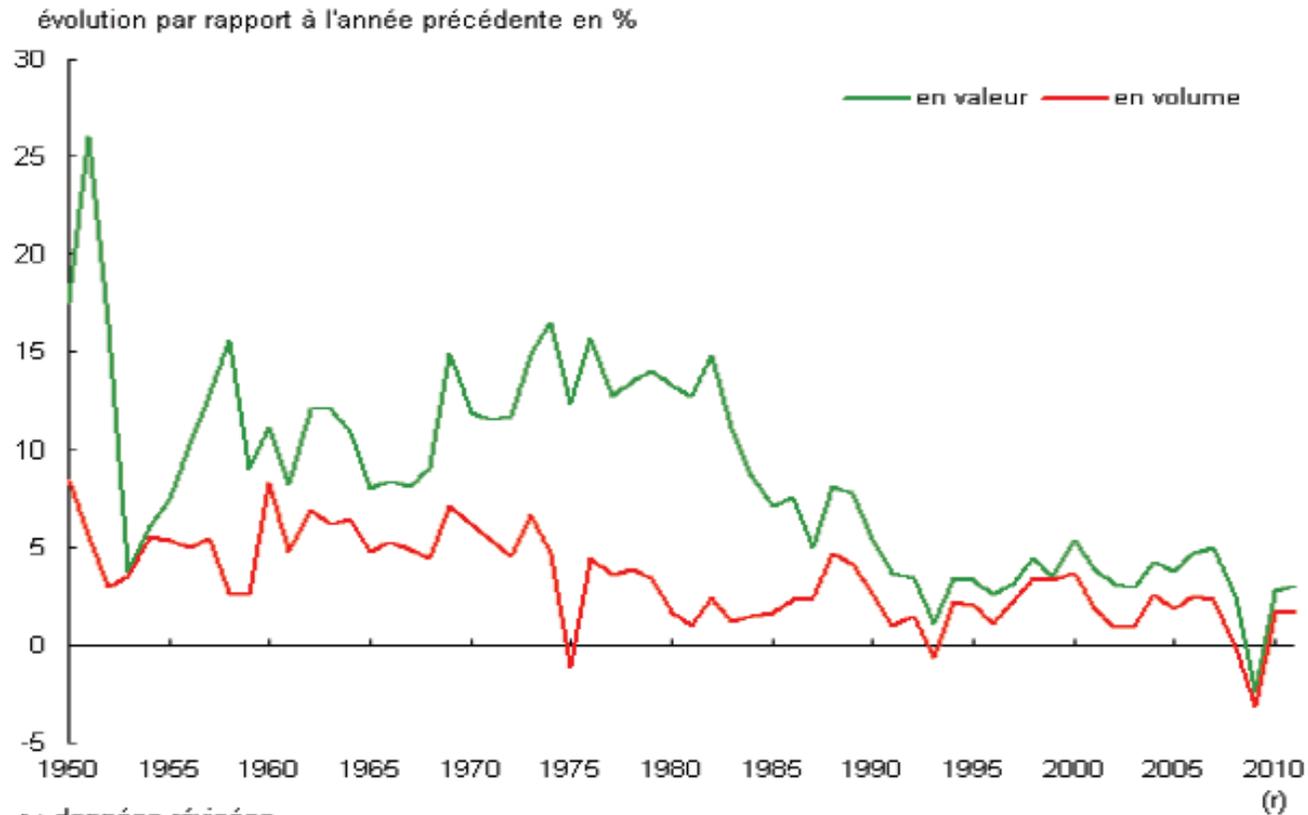


attac

LLL
LES LIENS QUI LIBERENT

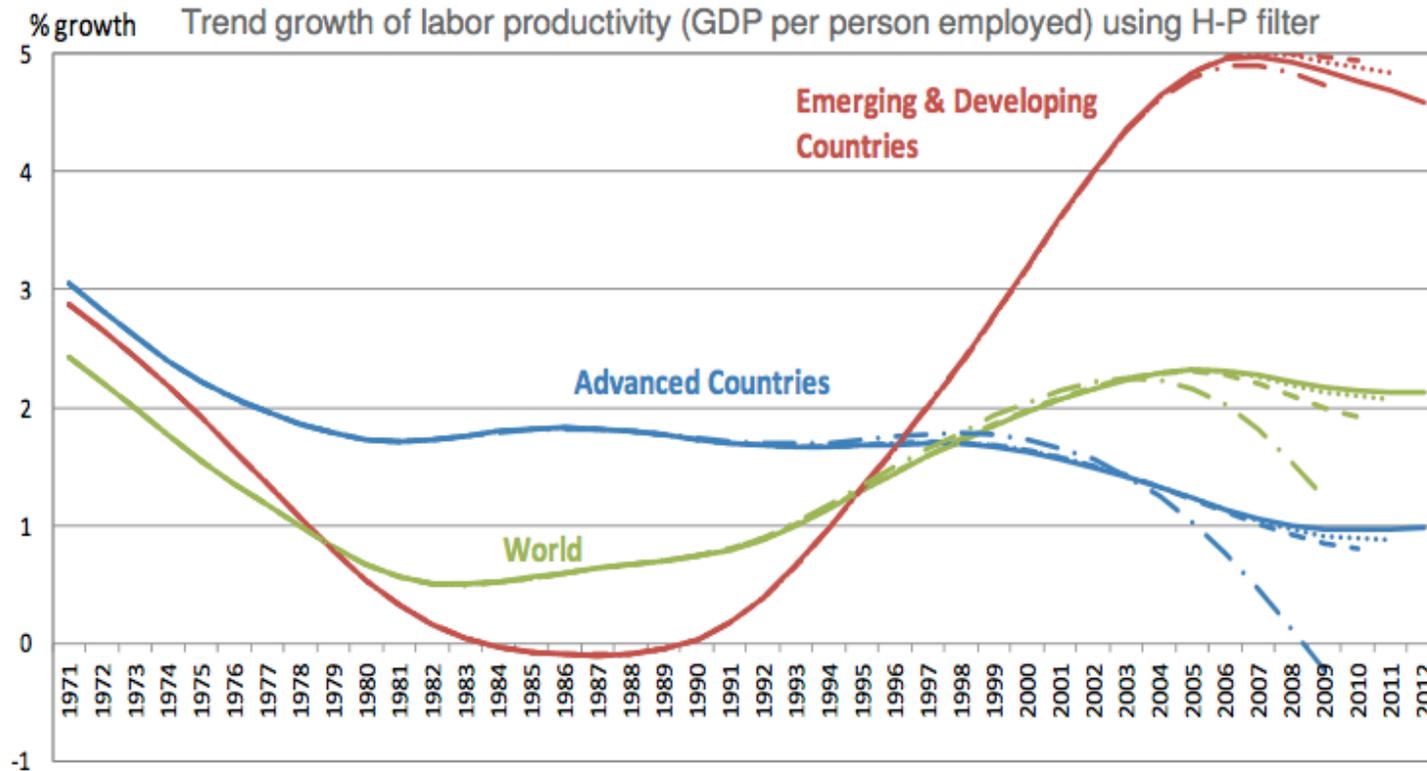
Évolution de la croissance du PIB en France

Graphique 3 : Évolution du PIB en France depuis 1950, en valeur et en volume



Source : INSEE, comptes nationaux - base 2005.

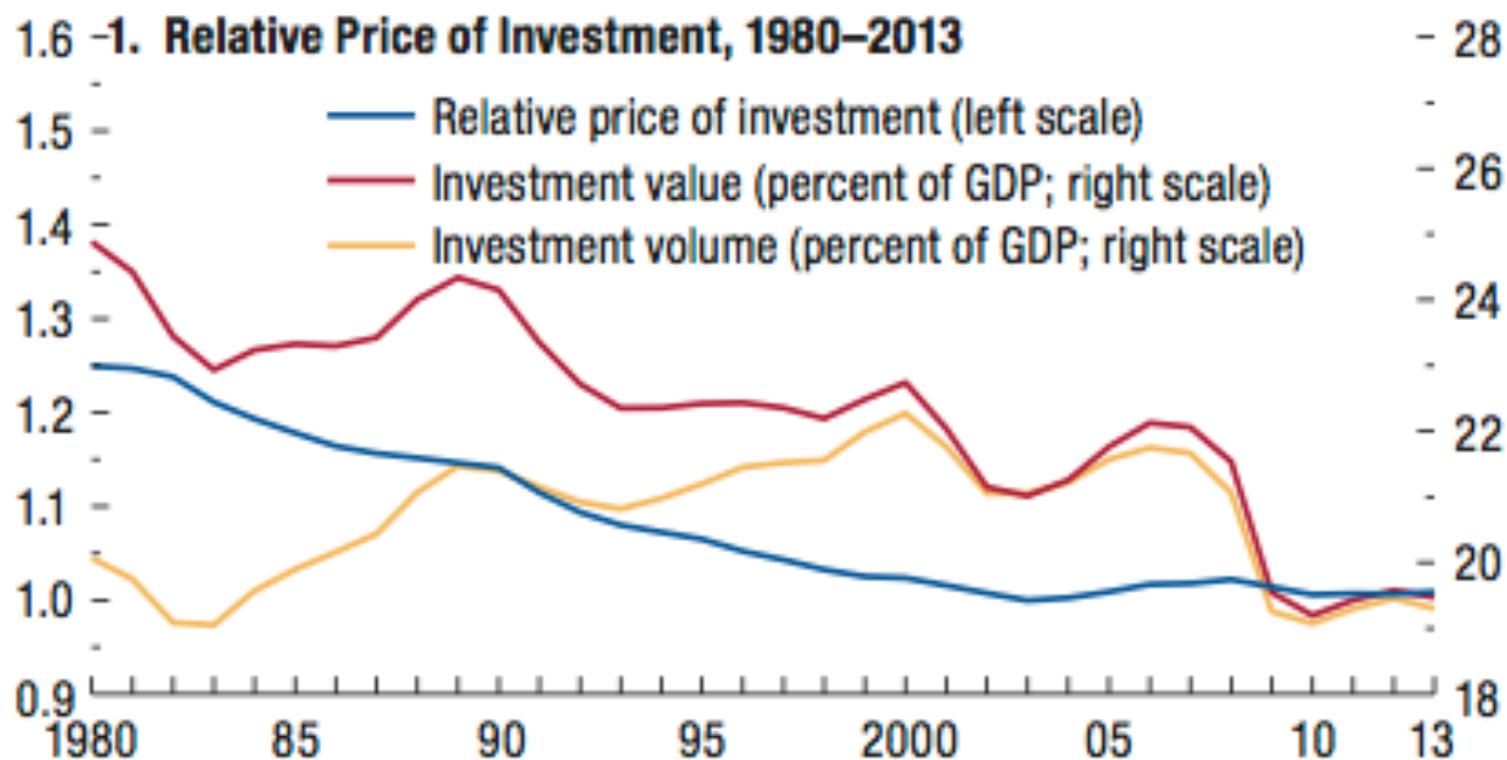
Évolution de la productivité du travail



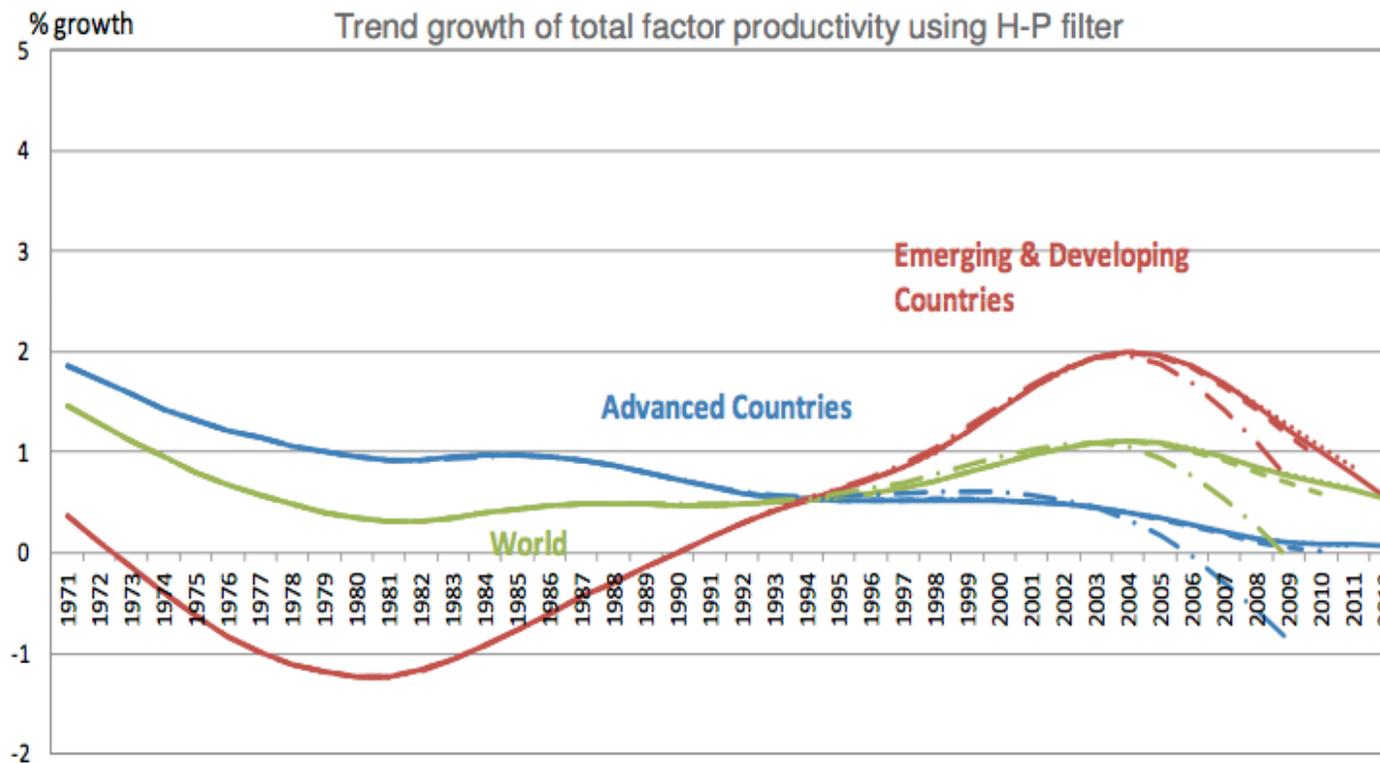
Source: The Conference Board Total Economy Database

L'investissement dans les pays développés

Figure 3.7. Investment Shifts in Advanced Economies



Évolution de la productivité totale des facteurs



Source: The Conference Board Total Economy Database

Controverse théorique

<http://atterres.org/article/la-croissance-au-delà-des-doutes-une-certitude-la-crise-sociale-et-la-crise-écologique-du>

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-9-printemps-2016/debats/article/la-crise-est-bien-celle-du-capitalisme>

- Les six obstacles au retour de la croissance (Robert Gordon)
 - Ralentissement démographique → faible augmentation de la quantité de travail
 - Stagnation de l'efficacité de l'éducation → frein au progrès de la productivité du travail
 - Augmentation des inégalités → frein aux bienfaits de l'éducation
 - Compétition entre nations émergentes et nations à hauts salaires → handicap de ces dernières
 - Contraintes écologiques de plus en plus fortes
 - Endettement privé et public → baisse du revenu disponible des ménages
- Deux points de débat
 - Le capitalisme est-il capable de produire une nouvelle vague d'innovations techniques porteuses de croissance forte ?
 - La productivité du travail peut-elle rebondir à la faveur de la généralisation des nouvelles techniques ?
- Réponse en termes de rapports sociaux ?

3. Décroissance *versus* transition?



JEAN-MARIE HARRIBEY

LES FEUILLES MORTES
DU CAPITALISME

CHRONIQUES DE FIN DE CYCLE

LE BORD DE L'EAU

La thermodynamique

- Définitions

- Système isolé : ne reçoit ni énergie, ni matière
- Système fermé ou clos : reçoit de l'énergie mais pas de matière
- Système ouvert : reçoit énergie et matière

- Principes de la thermodynamique

- La quantité d'énergie est constante
- Elle se dégrade en chaleur irrécupérable (entropie)

- Quid de la Terre ?

- La terre ne reçoit pas de matière mais reçoit de l'énergie solaire qui permet à la matière et à la vie de se restructurer et de se complexifier (Ilya Prigogine et René Passet)
- Mais cette restructuration-complexification se fait sur une échelle de temps qui n'a rien de commun avec le temps humain
- Donc l'humanité est contrainte par la rareté des ressources naturelles et l'impossibilité d'un recyclage total (Nicholas Georgescu-Roegen)

L'émergence du concept de soutenabilité

- 1971: Founex ; 1972 : Stockholm ; 1974 : Cocoyoc : écodéveloppement
- 1987 : Rapport Brundtland : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »
Deux aspects de la soutenabilité : social et écologique. Mais hypothèse d'une nécessaire croissance économique perpétuelle :
« Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable. »
- 1988 : Création du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), rapports en 1990, 1995, 2001, 2007
- 1992 : Rio de Janeiro : Agenda 21, Conventions sur le climat, la biodiversité et les forêts
- 1997 : Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre
- 2002 : Johannesburg : néant
- 2005 : Mise en œuvre du protocole de Kyoto
- 2009 : Échec de la conférence de Copenhague
- 2010 : Confirmation à Cancun
- 2012 : Rio + 20
- 2015 : COP 21 sur le climat à Paris

Protocole de Kyoto : l'échec du marché

- Les quotas européens 2008-2012 d'équivalent CO2 représentaient 98 % des émissions enregistrées dans les secteurs soumis au Protocole, pendant la période 2005-2008, et environ 40 % du total des GES.
- Donc un industriel reçoit gratuitement 98 tonnes de quotas pour 100 tonnes émises. S'il ne modifie pas sa production, il devra acquérir l'équivalent de 2 tonnes. Au prix du marché, 8 € la tonne de CO2 aujourd'hui, cela lui coûtera 10 €.
- En moyenne, chaque tonne émise lui coûtera $16 \text{ €} / 100 = 16$ centimes la tonne de CO2.
- En 2011, le prix de la tonne était de 15 €
- En 2013, ... 3 €. En 2014, un peu plus de 5 €. En 2016, 8 €.
- Pression des lobbies pour ne pas geler les quotas

Les enjeux ratés depuis Copenhague

- Diviser par 2 les émissions de GES d'ici 2050 et donc au moins par 4 dans les pays riches pour éviter l'emballlement du climat
($> 1,5$ à 2 °C)
- Le plan européen prévoyait 3x20 (émissions de GES, économies d'énergie, renouvelables), les Etats-Unis ne prévoient qu'une baisse de 7% en 2020, alors que le GIEC demande -40% pour les pays riches
- Intégration des pays du Sud dans la régulation du climat
- Régulation mondiale sous peine d'inefficacité
- Puits de carbone ? Forêts, terre, agriculture ?
Geoingenierie ?
- Signature d'un protocole faisant suite à celui de Kyoto ou simple déclaration d'intention imprécise ?

La COP 21 : un coup pour rien de plus ?

- Pourquoi est-ce difficile d'instaurer des taxes carbone?
 - Difficultés sociales : conflits entre groupes sociaux, entre petites et grandes entreprises
 - Difficultés techniques : inertie du capital installé
 - D'où des effets redistributifs peut-être non désirés
 - Encore plus vrai à l'échelle internationale

- Des prix pour aller au-delà de la simple pénalisation de la pollution : faciliter les investissements « bas carbone »

Plus le prix de l'émission de carbone sera élevé, plus il augmentera le calcul de la rentabilité espérée des investissements

Un investissement bas carbone représente des émissions évitées converties en « actifs » qui peuvent être déduits des remboursements d'emprunt auprès des banques

La banque centrale pourrait s'engager à refinancer les banques en acceptant ces actifs : assouplissement monétaire (QE) ciblé, avec garantie de l'État

Capitalisme vert ?

OUI

- Internalisation des effets externes : écotaxes ou permis d'émission échangeables
- Le renchérissement de l'énergie et des processus de production rend rentables des méthodes économes

NON

- Mais l'augmentation de la productivité compensera-t-elle l'augmentation du coût de l'énergie ?
- Risque de compenser l'augmentation du coût du capital par une élévation du taux d'exploitation de la force de travail (ex. de la taxe carbone tolérée par le patronat si les cotisations sociales diminuent en proportion)
- Au total : contradiction du côté de l'offre (taux de profit menacé) et du côté la demande (salaires comprimés). Deux blocages non levés :
 - La propriété et le pouvoir du capital
 - La répartition des revenus et des richesses naturelles. Capitalisme vert : la réponse est contenue dans l'incapacité radicale du capitalisme à répondre aux urgences sociales et écologiques qu'il a engendrées
- La contradiction entre l'illimitation de la tendance à l'accumulation et les limites de la planète n'est pas dépassée

La fuite en avant

- Tout doit devenir objet de finance
- Par le biais de la privatisation
- Et de l'introduction du capital dans la nature jusqu'à la transformation de celle-ci en capital à rentabiliser
 - Protocole de Kyoto
 - Nouveaux titres financiers
 - Compensation écologique
 - Paiement pour services environnementaux
 - « Valeur » de la nature

La financiarisation de la nature, expression de la crise du capitalisme

- Crise de production et de réalisation de valeur
- Enchevêtrement de la contradiction sociale et de la contradiction écologique
- Le travail humain crée de la valeur en transformant la nature. Or, la surexploitation de la force de travail accroît la possibilité de surproduction et de suraccumulation du capital, d'où baisse de sa rentabilité. Et la surexploitation de la nature renchérit le coût de production, ce qui renforce les contraintes sur la rentabilité du capital.
- Crise de la valeur : la loi de la valeur mise au jour par Marx n'a jamais été aussi pertinente...

Croissance infinie impossible

- Quelle évolution du produit mondial compatible avec moins de 2°C en plus ?
- Avec la baisse actuelle de l'intensité de la production en carbone (-1,5%/an), si on veut diminuer les émissions de CO₂ d'ici 2050, il faudrait baisser la production de 0,47%/an, soit de 15,1% en 35 ans.
- Avec une production stationnaire, il faudrait diminuer l'intensité en CO₂ de 2%/an.
- Avec une croissance économique de 1%/an, il faudrait une baisse de l'intensité en CO₂ de 3%/an.
- Or l'intensité de la production en émissions a baissé de ¼ en 40 ans, mais les émissions ont augmenté de 80% depuis 1970 et de 40% depuis 1990.
- Dans l'UE, les émissions de GES ont baissé de 17,5% depuis 1990 mais de 4% seulement si on tient compte des importations, et les émissions contenues dans ces importations ont augmenté de 130%.

La décroissance : des questions, mais des réponses ?

- Le capitalisme ?

Rapports de production *et* forces productives

- La décroissance pour qui ?

Inégalités et revenu maximum ; pays pauvres/riches ?

- La décroissance de quoi ?

De tout ? De l'empreinte écologique ?

Du secteur non marchand inclus dans le PIB ?

Sortir de l'économie monétaire ?

- Quelle transition ?

Quels investissements ?

Repenser le développement

- Doublé défi insurmontable posé au capitalisme : social et écologique
- Un Green New Deal supposerait un compromis social permettant de dégonfler la sphère financière, sinon explosion des dettes publiques et concentration des revenus
- Les impensés : transitions, types de production à faire croître et décroître, besoins sociaux, PIB dont l'amélioration de la qualité peut conduire à son augmentation
- Repenser la richesse, démarchandisation, biens communs ≠ enclosures, propriété collective, coopération, RTT
- Modifier la répartition des revenus (revenu maxi, fiscalité)
- Incompatible avec la logique du capitalisme

Fondement d'une alternative sociale

L'anticipation des besoins collectifs :

travail productif dans la sphère non marchande

- Les capitalistes anticipent des débouchés pour leurs marchandises → investissement, emploi → production → validation par le marché si vente.
- La collectivité publique anticipe des besoins collectifs → investissement, emploi, production validée *ex ante* → paiement socialisé. Le financement est *ex ante* et le paiement est *ex post*.
- Les services non marchands ne sont pas financés par une ponction préalable sur l'activité privée, mais les salariés des administrations engendrent une production et un revenu supplémentaires équivalents par convention à la valeur monétaire de ces services, elle-même égale aux salaires puisqu'il n'y a pas de profit.
- Autrement dit, les impôts sont prélevés sur un PIB déjà augmenté du résultat de l'activité non marchande.
- Contrairement au discours libéral et à un certain marxisme peu marxien, le travail effectué dans la sphère non marchande est productif de valeur d'usage mais aussi de valeur au sens monétaire. Le problème pour le capital est que ce travail ne le valorise pas.
- Ne pas confondre le modèle abstrait du début du *Capital* et une société concrète.

La productivité du travail

$$\text{productivité du travail par tête} = \frac{\text{production}}{\text{nombre d'emplois}}$$

$$\text{productivité horaire du travail} = \frac{\text{production}}{\text{nombre d'emplois} \times \text{durée individuelle de travail en heures}}$$

Si la durée individuelle du travail ne change pas, les deux notions ainsi que leur évolution sont identiques.

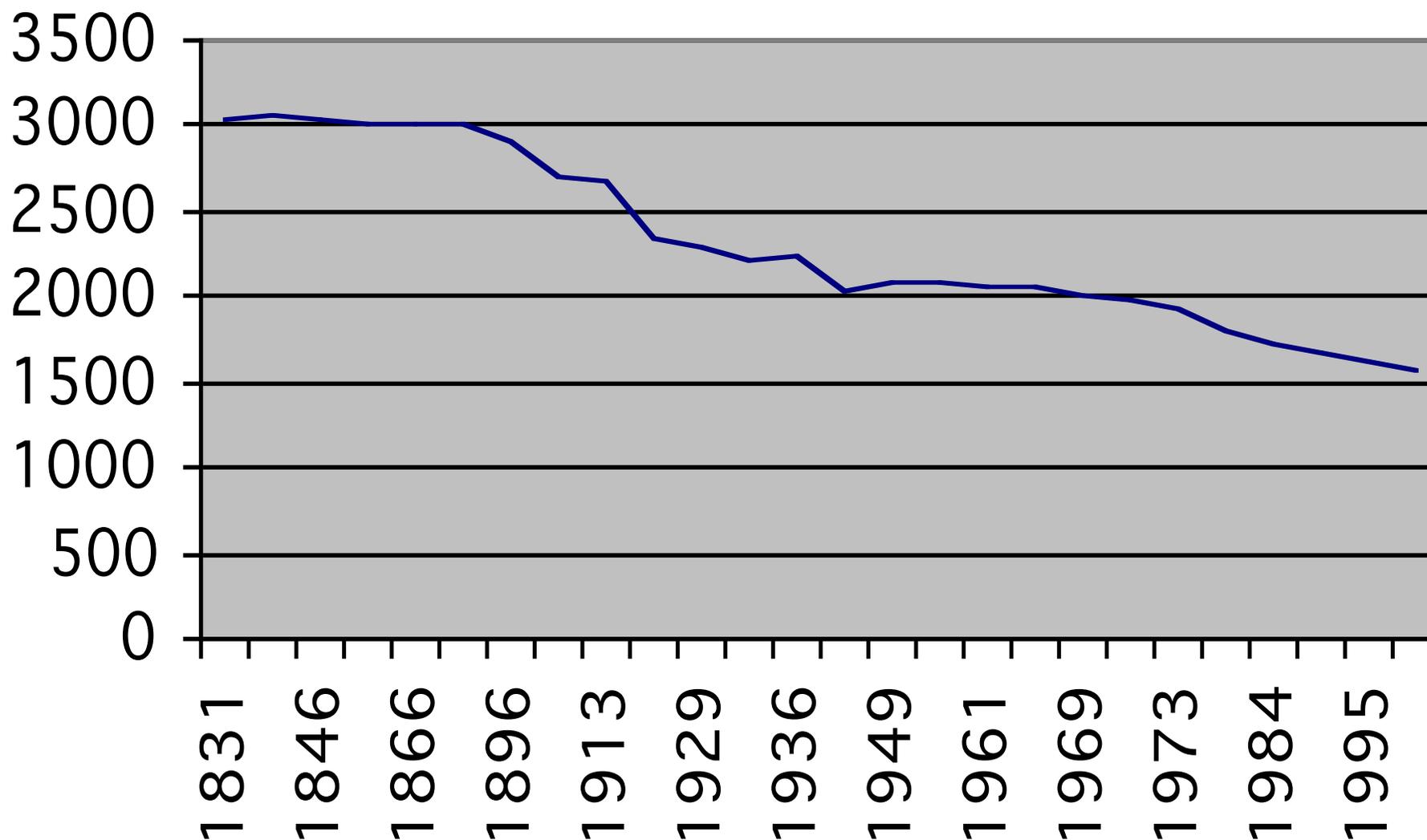
De 1800 à 2000 en France

- Productivité horaire du travail X 30
- Production X 26
- Durée du travail X 0,5 (divisée par 2)
- Emploi X 1,75

- Sur le long terme, on n'a pu créer des emplois pour absorber l'augmentation de la population active que parce que la durée du travail a diminué plus fortement que l'écart qui sépare l'évolution de la productivité horaire et celle de la production

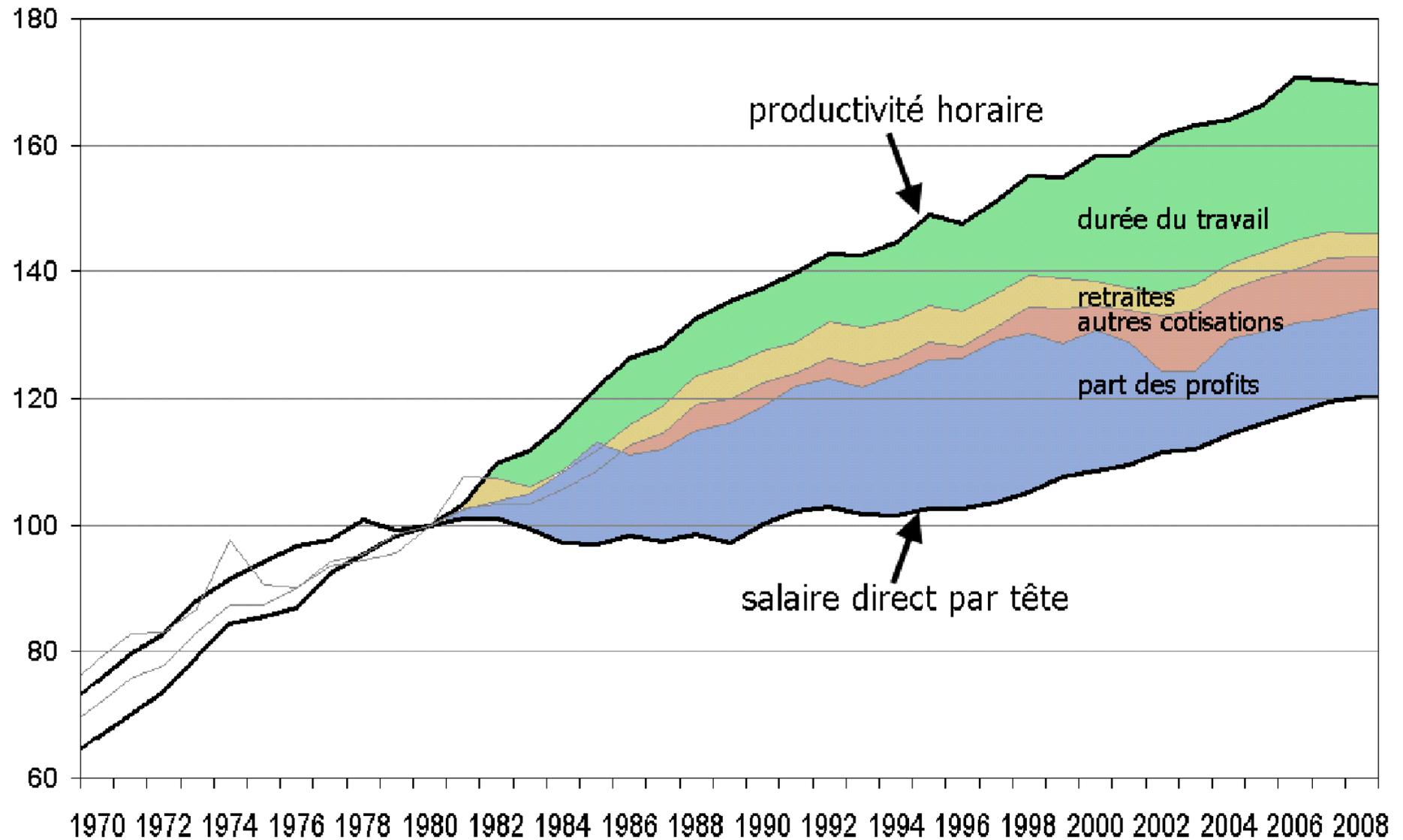
Durée du travail en France de 1831 à 2002

Source : Graphique (JMH) à partir des données de O. Marchand, C. Thélot, avec la collaboration de A. Bayet, *Le travail en France (1800-2000)*, Paris, Nathan, 1997, p. 240, sauf dernière année 2002.



L'affectation des gains de productivité, 1968-2008, base 100 en 1980

Source : INSEE, in Attac, Copernic, Retraites; l'heure de vérité, p. 128 (graphique M. Husson)

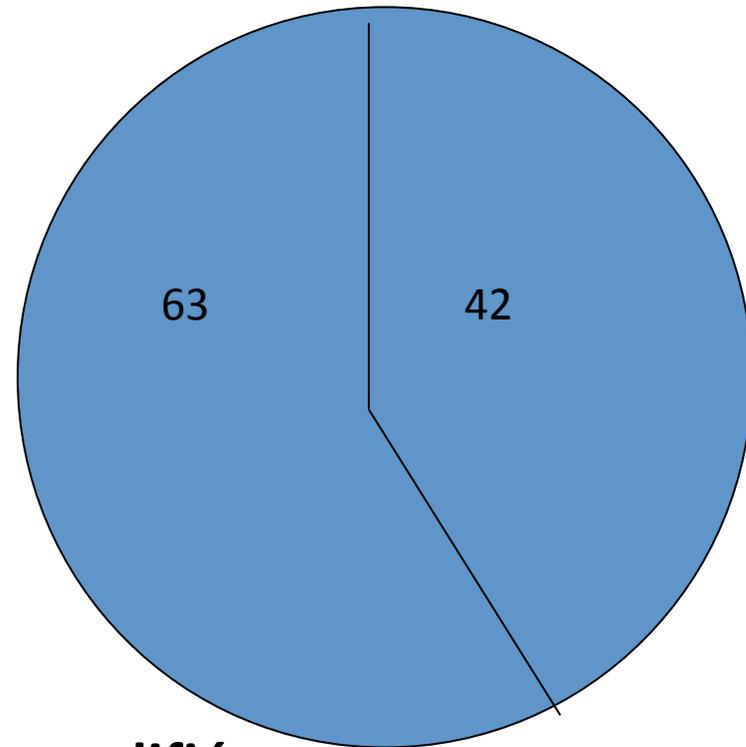
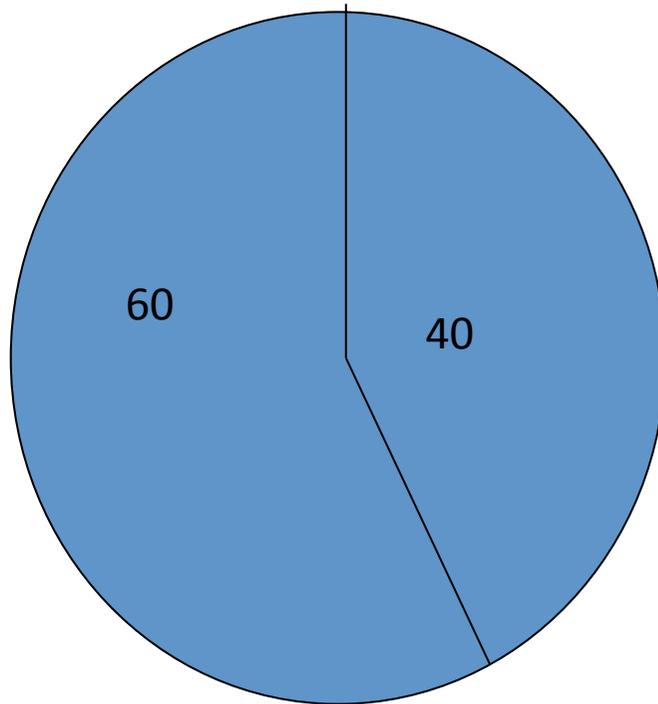


L'affectation des gains de productivité moyenne annuelle en %, 1980-2008

• Productivité horaire	1,91
- Progression du salaire réel	0,66
- RTT	0,54
- Augmentation du taux de cotisation	0,26
	<i>1,46</i>
- Augmentation de la part des profits	0,45

Partage de la valeur ajoutée

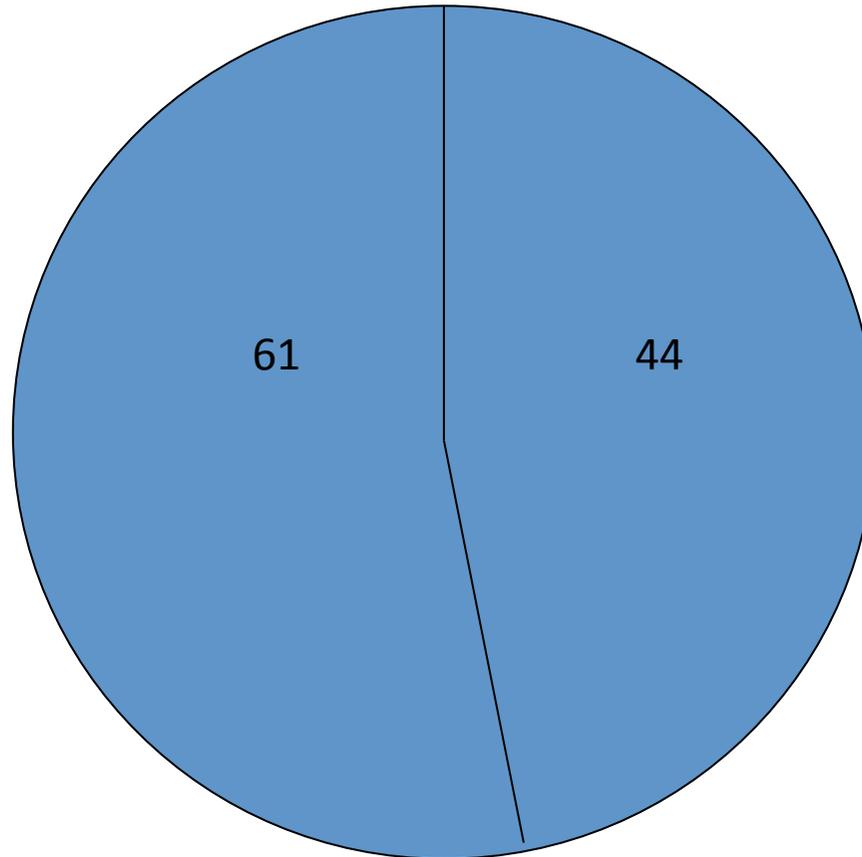
100 + 5% 105



La répartition n'est pas modifiée

Partage de la valeur ajoutée

105



La répartition est modifiée

La discussion sur le revenu d'existence

- Contexte de crise du capitalisme
- Place du travail (en termes philosophiques)
 - Le travail, intégrateur dans la société ?
 - Fin du travail, fin du plein emploi ? Fin du salariat ?
- Cognitivismisme ? Héritage ?
 - Auto-validation individuelle de l'activité possible ?
- Qu'est-ce qu'une société ? Inconditionnalité ?
 - Libéralisation du « marché » du travail ?
- Place du travail (en termes d'économie politique)
 - Valeur d'usage \neq valeur
 - Droit et moyen de le satisfaire : transfert social et non pas revenu primaire

Le financement

- **Projet ultra-libéral**

- Remplacement de toute la protection sociale par le revenu de base :

- 600 à 700 Mds € remplacés par 600 à 700 Mds €

- (10 000 € par an x 66 millions d'habitants = 660 Mds €

- Retraites de misère et recours aux assurances privées pour ceux qui auront d'autres revenus.

- **Projet opposé**

- Ajout du revenu de base à la protection sociale actuelle

- $660 + 660 = 1320$ Mds € = tout le revenu disponible des ménages

- Tous les revenus socialisés ?

Le projet libéral

- Marc de Basquiat et Gaspard Koenig (2014, *Liber, un revenu de liberté pour tous*, L'Onde, Génération libre), reprenant la proposition de Milton Friedman (1962)
- Chacun reçoit la différence entre le revenu de base et son impôt sur le revenu proportionnel, mesure qui postule l'intervention minimale de l'État, toujours vu comme perturbant les mécanismes de marché

Une redistribution pour les riches

(revenu disponible calculé après prélèvement des impôts et versement des prestations sociales ou du revenu Liber qui supprime les minima sociaux, les allocations familiales, les bourses et la PPE)

Revenu disponible moyen par mois et par ménage

Déciles	Liber	Insee	Écart
Dixième le moins bien loti	933	1024	– 91
Dixième suivant (n° 2)	1179	1543	– 364
Dixième suivant (n° 3)	1415	1818	– 403
Dixième suivant (n° 4)	1679	2061	– 382
Dixième suivant (n° 5)	1999	2398	– 399
Dixième suivant (n° 6)	2377	2725	– 348
Dixième suivant (n° 7)	2842	3114	– 272
Dixième suivant (n° 8)	3398	3509	– 111
Dixième suivant (n° 9)	4199	4318	– 119
Dixième le mieux loti	9030	7658	+ 1373
Moyenne	2905	3016	– 111

Clerc D., 2015, p. 29.

Le salaire à vie ? (Bernard Friot)

- **Projet normatif** : abolir les institutions capitalistes (marché du travail, propriété lucrative, valeur mesurée par le temps de travail, crédit), et les remplacer par des institutions salariales sur la base du modèle de la cotisation sociale
- **Le champ de la valeur sans limite** : le retraité, le parent d'élève, le chômeur, voire le malade, produisent la valeur que représente la prestation qu'ils reçoivent. **ERREUR** : la valeur est transférée.
- **La qualification** : à 18 ans on passe du côté des productifs ? La validation de mon droit \neq validation d'une valeur créée (même erreur que chez les partisans du revenu de base)
- **Le crédit** : le modèle de la cotisation sociale ne peut pas être étendu à l'investissement qui requiert une création de monnaie, car la cotisation est issue de la production courante et n'est pas une anticipation sur l'avenir permise par le crédit.

Refonte des minimas sociaux

- Aujourd'hui 10 minima sociaux mais énormes trous
- Fusion et garantie :
- Dès 18 ans
- Dès la privation d'emploi
- Sous conditions de ressources
- Droits sociaux continus attachés à la personne
- Ampleur : quelques dizaines de Mds/an et non pas quelques centaines

Conclusion

- La crise du capitalisme est une crise de production et de réalisation de la valeur
- Redéfinir la richesse et la valeur au regard de l'aspect social et de l'aspect écologique de cette crise
- La richesse produite par les humains ne se réduit pas à la valeur économique
- Espace d'un inestimable au-delà de la richesse produite
- Transition vers un après-capitalisme...

JEAN-MARIE HARRIBEY

LA RICHESSE LA VALEUR ET L'INESTIMABLE

FONDEMENTS D'UNE CRITIQUE
SOCIO-ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE



JEAN-MARIE HARRIBEY

LES FEUILLES MORTES DU CAPITALISME

CHRONIQUES DE FIN DE CYCLE

LE BORD DE L'EAU

Annexe

$$\text{Taux de profit à la Marx} \mid r = \frac{Pl}{C+V} = \frac{\frac{Pl}{V}}{\frac{C}{V}+1} = \frac{\text{Taux de plus - value}}{1 + \text{Composition organique du capital}}$$

$$\text{taux de profit} = r = \frac{P}{K} = \frac{P}{Y} \frac{Y}{K} = \frac{1 - \frac{W}{Y}}{\frac{K}{Y}} = \frac{\text{part des profits}}{\text{coefficient de capital}}$$

$$\begin{aligned} \Delta \text{ taux de profit} &= \Delta \text{ part des profits} - \Delta \text{ coefficient de capital} \\ &= \Delta \text{ part des profits} + \Delta \text{ efficacité du capital} \end{aligned}$$

$\Delta \text{ part des profits} > 0$ si $\Delta \text{ productivité} > \Delta \text{ des salaires}$
(augmentation du taux de plus-value)

L'efficacité du capital dépend de :

- Efficacité du capital technique
- Accès aux ressources naturelles

Quand le taux d'exploitation de la force de travail et celui de la nature atteignent leurs limites : crise globale du capitalisme global
